



Vers une approche intersectionnelle de la refonte des écosystèmes culturels

Un document analytique en collaboration avec Mobilisation culturelle Digital Gathering : Dans le cadre de l'investissement fédéral pour la Culture 2020-2021

Écrit par Akoulina Connell

28 septembre 2020

SYNTHÈSE

Initialement prévu pour procéder à l'analyse du budget fédéral 2020 du gouvernement du Canada et de son impact sur le secteur des arts et de la culture, ce document a changé d'orientation. La riposte à la pandémie de la COVID-19 a interrompu les protocoles de budgétisation habituels au niveau fédéral. La pandémie n'est qu'une des nombreuses pressions de changement mondial convergentes et interdépendantes qui affectent les démocraties et les systèmes connexes. Par conséquent, le présent document explore une approche plus intersectionnelle d'interrogation des modèles de financement, d'une législation mondiale, des cadres réglementaires, des systèmes connexes et des pressions du changement. Il amorce la prise de conscience nécessaire, le questionnement profond et l'exploration des changements de paradigmes requis en réponse à un monde volatile, incertain, complexe et ambigu ([VUCA](#)).

Ce document sert également de pièce d'accompagnement pour mettre en contexte une [discussion essentielle](#) avec [Niigaanwewidam Sinclair](#), [Mark V. Campbell](#), [Lindsay Fisher](#), [Loc Dao](#), [Laurence D. Dubuc](#) et [Mary Elizabeth \("M.E."\) Luka](#), enregistrée le 26 juillet 2020 ; une conversation qui prend intentionnellement en considération plusieurs perspectives dans l'analyse de l'état du secteur des arts et de la culture au Canada. Une conversation riche qui servira de source pour de nombreuses autres conversations à venir.

« ...l'art est en constante ébullition, et les êtres humains restent humains à travers lui, indépendamment de toute loi coloniale. En effet, nous sommes dans une période où nous en vivons les résidus, les effets collatéraux; et ce, à peine cent ans plus tard. Il n'y a qu'à observer les gens dans les rues, aujourd'hui, qui démolissent des statues, qui peignent des graffitis à la bombe, qui font toutes sortes de danses – un peu comme en 1850 à

MASS culture 

MOBILISATION culturelle 

Trinidad lorsqu'on y a interdit le tambour pour la troisième fois, pour peu que nous le sachions... on retrouve toujours cet esprit humain. »
(Mark Campbell, juillet 2020)

Convergence: Vecteurs de changements

[Le changement climatique](#), [la pénurie de ressources](#), [les conflits internationaux](#) et [les déplacements de population](#); [la décolonisation](#), [la mondialisation](#), [la transformation numérique](#), les mouvements sociaux comme [#BlackLivesMatter](#), [#IdleNoMore](#) et [#MeToo](#); [la démocratie](#) et [le capitalisme](#) dans les crises du système : ce sont quelques-uns des principaux ingrédients présents dans la marmite du changement des systèmes mondiaux - et ils se présentent concurremment.

Le secteur des arts et de la culture d'un pays, voire du monde entier, n'existe pas en vase clos. Les systèmes qui encadrent la vie quotidienne des êtres humains sont tous liés et interdépendants: le gouvernement, l'économie et le système social. Les pressions concurrentes exercées sur ces systèmes par plusieurs vecteurs de changement ne sont pas le fruit du hasard. Les pressions elles-mêmes sont le résultat des hypothèses problématiques et de la philosophie de l'approche qui y sont ancrées. Nous ne pouvons ignorer l'interdépendance de tous ces éléments - surtout maintenant.

La pandémie est un moment de réflexion et d'introspection, afin de mieux nous préparer au prochain événement critique. Le changement climatique est le résultat d'une mentalité qui soutient un modèle économique capitaliste de croissance continue qui n'est plus viable. Nous sommes confrontés, à travers [le changement climatique et la pandémie qui en est le prolongement](#), aux failles des systèmes sur lesquels nous comptons depuis la révolution industrielle. Il est crucial de remettre en question les hypothèses sous-jacentes soulevées par ces systèmes de longue date, ainsi que leurs conséquences autant volontaires, qu'involontaires. Poursuivre à l'aveuglette, plus loin et plus vite avec ces mêmes systèmes, ne fera qu'amplifier les trajectoires des crises sur lesquelles nous sommes déjà engagés.

L'histoire, ainsi que notre réalité mondiale actuelle, démontrent que lorsque les ressources nécessaires à la survie (humaines, végétales, animales et minérales) se raréfient, les guerres et les déplacements de population s'ensuivent. Le déséquilibre des ressources mondiales augmente la pression sur un modèle économique qui s'effondre, amplifiant ainsi les conditions qui minent la stabilité environnementale et sociale. [L'époque géologique](#) nous a prouvé que l'extinction massive est le résultat du changement climatique mondial : ce qui se produit en ce moment même, grâce aux forces conjointes de la dégradation environnementale et des émissions industrielles de carbone.

Les structures de gouvernance actuelles de la plupart des nations, conçues à une époque d'abondance relative des ressources, avant la montée du capitalisme mondial, sont également soumises à de nouvelles pressions : les mesures d'intervention face aux catastrophes environnementales, les pandémies, les déplacements de population et les crises sociales chez les populations vulnérables. Les juridictions nationales s'efforcent de trouver des solutions législatives pour responsabiliser les organisations multinationales, ralentir le changement climatique ou lutter contre l'impact des déplacements de population. Le pouvoir se déplace au-delà des compétences des gouvernements nationaux vers une poignée de sociétés multinationales pour lesquelles le profit est le but, au détriment du bien collectif.

Les démocraties occidentales fonctionnent invariablement selon un paradigme de pouvoir et de contrôle dépendant des systèmes transactionnels, des bureaucraties hiérarchiques, du capitalisme, de chaînes de valeurs descendantes, de l'intérieur, et de l'hypothèse que le pouvoir et les privilèges de l'establishment masculin blanc se poursuivront. Pourtant, tous les vecteurs de changement pointent vers un thème commun : nous devons passer des systèmes transactionnels de fonctionnement à une mentalité plus relationnelle, intersectionnelle et durable, sinon il n'y aura plus rien à soutenir.

Les approches relationnelles sont partout, dans toutes les disciplines de la pensée et tous les modes de connaissance. Ainsi, les sciences saisissent l'interdépendance des [écosystèmes](#) et par conséquent, lorsque les cas d'extinctions en période de crise augmentent, cela nous met tous en danger. Les sciences humaines et les mouvements de justice sociale actuels s'inspirent du concept d'[intersectionnalité](#) de Kimberle Crenshaw, qui illustre la manière dont le pouvoir et les privilèges sont relatifs et dépendent de plusieurs éléments socio-économiques (race, sexe, classe, éducation, etc.). Le domaine informatique parle de [la révolution numérique](#), qui implique le passage d'un mode de fonctionnement analogique (approche descendante, transactionnelle) à un mode de fonctionnement numérique (en réseau, relationnel). Les peuples autochtones proposent quant à eux que pour s'assurer un avenir durable [les anciennes méthodes doivent devenir la nouvelle voie à suivre](#). « Toutes mes relations », un mode de vie relationnel amène les humains à un meilleur équilibre avec la terre.

« ...la chose la plus importante à considérer en termes de [durabilité des arts] est que l'art ne soit pas lié à l'argent, mais plutôt qu'il représente une forme de résistance à l'argent. C'est l'expression de notre présence sur la Terre, de notre passage en ces lieux aujourd'hui tel un signe pour ceux qui s'en viennent après

nous, qu'ils pourront eux aussi hériter de quelque chose.»
(Niigaanwewidaam Sinclair, juillet 2020)

Pendant la pandémie – et peut-être pour la première fois – le discours gouvernemental a placé la santé humaine au-dessus de l'économie. Nous sommes dans un tournant, confrontés à des rappels sévères du fait que l'économie ne peut exister sans relations intersectionnelles et sans un environnement sain. Un avenir durable exige une approche en réseau. C'est un changement sismique en soi, et cela nous touche tous.

Pourquoi l'art?

Quelle est la place de l'art dans ce contexte plus large qu'est notre réalité humaine ? Tout a à voir avec le type de société (locale, nationale, mondiale) dans laquelle nous voulons vivre. Toute la diversité de l'humanité s'inscrit dans ce réseau plus large de cadres. Et avec l'humanité, l'art se manifeste toujours.

À chaque changement idéologique majeur dans l'histoire de l'humanité, l'art a toujours joué un rôle central dans la création des idées; il soutient, critique, offre espoir et réconfort. Nous avons effectivement pu observer au cours de l'histoire que l'art continue d'évoluer, et ce, malgré les transitions massives de paradigmes idéologiques et les difficultés qui les accompagnent. L'expression créative est une forme de résistance, de réflexion critique, de résilience : une déclaration de survie et d'existence.

« L'art ne dépend pas des gouvernements, et l'art se poursuivra indépendamment du financement public. L'art résidera quoi qu'il arrive. Il réside dans la résistance, dans le fait que "nous sommes ici, nous ne partirons pas; nous sommes présents, nous vivons le moment présent." »
(Niigaanwewidaam Sinclair, juillet 2020)

L'art est au cœur de l'être humain : interrogateur, créatif, expressif, et toujours à la recherche des vérités insaisissables liées à l'existence et à la continuité. Le financement de l'art doit donc être extérieur aux programmes et aux systèmes qui ne sont pas inhérents à l'art lui-même; incluant entre autres, le nationalisme. Et pourtant, la construction de la nation a souvent dépendu de l'art comme outil d'établissement. Pourquoi financer l'art, alors ? Cette question se pose inévitablement à chaque crise majeure, et notre planète jongle actuellement avec plus d'une crise à la fois.

« Le retrait de l'art est l'expression artistique [...] La notion d'art public comme n'étant pas colonial et empreint de pouvoirs dominants n'est qu'une fausse illusion, ainsi le retrait de ces statues est à mon avis, une modification publique de l'espace fondée sur la pratique artistique de cette société. »
(Niigaanwewidaam Sinclair, juillet 2020)

Les nations ont réagi individuellement et, dans certains cas, collectivement ou en partenariat avec le secteur privé, pour stabiliser les écosystèmes artistiques et culturels en fonction de la valeur de l'art au niveau sociétal. « ... [Nous] devons décider en tant que pays quel pourcentage de nos recettes fiscales nous voulons consacrer aux arts. Alors : avons-nous [besoin] des mêmes organisations que celles que nous avons actuellement ? Est-ce qu'elles fonctionnent de la même façon ? C'est révélateur de voir l'influence des entreprises et des lobbies sur la réalité du changement. » (Loc Dao, juillet 2020) Les moyens de financement de la production culturelle dépendent de la richesse et des valeurs du pays. En plein cœur de la pandémie de la COVID-19, le Parlement australien a demandé une [enquête parlementaire sur la valeur des arts pendant la pandémie](#). En [Allemagne, les aides de crise au secteur artistique ont été impressionnantes](#). À l'inverse, aux [États-Unis, la réponse du financement public d'urgence a été dérisoire](#).

Au Canada, la pandémie de la COVID-19 a exigé une réponse d'urgence pour soutenir les secteurs les plus touchés. Normalement, le secteur des arts et de la culture contribue fortement au PIB. Les chiffres les plus récents démontrent que le PIB du secteur des arts, du divertissement et des loisirs était [inférieur de 59,0 % en juin 2020 par rapport à février 2020](#), ce qui représente la chute la plus importante pour tous les secteurs confondus (voir à ce sujet [CAPACOA](#) et [Etang d'Arts](#)). Pour atténuer la position précaire des travailleurs autonomes (travailleurs atypiques) dans les secteurs des arts, de l'hôtellerie, des technologies de l'information et autres, le gouvernement fédéral a lancé la Prestation canadienne d'urgence ([PCU](#)). En outre, un financement substantiel a été injecté dans le secteur de la culture par le biais d'institutions et de programmes de subventions. Malheureusement, tous les travailleurs créatifs ne sont pas des « artistes professionnels » selon le sens actuel du terme, et tous ne travaillent pas directement pour des organismes artistiques qui reçoivent des fonds d'urgence. Les efforts de financement du [Fonds d'urgence relatif à la COVID-19 pour soutenir les organismes chargés de la culture, du patrimoine et du sport](#), visaient les organisations recevant déjà des fonds d'une source gouvernementale, ce qui soulève la question à savoir

comment les personnes du secteur qui ne sont pas actuellement bénéficiaires peuvent être soutenues.

« Je pense qu'il y a une lutte de pouvoir entre les gens qui sont à la base et qui vivent d'un certain type d'art, et un gouvernement qui finance ces formes d'art, ou qui tente de financer des formes d'art comme moyen de gouvernementalité. » (Mark Campbell, juillet 2020)

Au cours des 20 dernières années, l'écosystème artistique canadien a été soumis à une pression accrue pour évaluer sa valeur par rapport à l'économie, plutôt que par rapport aux individus. Le secteur des arts et de la culture, pour justifier le maintien du financement public, a dû faire valoir non seulement sa valeur intrinsèque, mais aussi sa contribution au PIB, en démontrant le retour sur investissement (ROI) des fonds publics investis. Alors que les secteurs des arts et de la culture de nombreux pays, dont le Canada, disposent de suffisamment de ressources administratives au sein de leurs bureaucraties de financement pour valider leur existence en termes économiques, à la base, l'art a toujours pris ses racines dans ce que signifie être humain : l'expression créative individuelle.

« La question de la durabilité de l'art est de savoir comment revenir à une notion de nous-mêmes qui n'emprunte pas nécessairement le langage des entreprises, mais qui est plutôt ancrée dans le langage des gens qui font partie de cette communauté. Les gens devraient être capables de définir leurs propres termes. Pour certains groupes, la durabilité peut concerner les enfants. Pour d'autres, il s'agit de la terre et de l'espace. Il pourrait s'agir d'un sens théorique et ontologique de soi qui pourrait être en dehors du statu quo. »
(Mark Campbell)

[L'UNESCO](#) a établi un lien entre la culture et le bien-être humain en définissant la culture comme « l'ensemble des traits distinctifs spirituels, matériels, intellectuels et affectifs d'une société ou d'un groupe social, qui englobe non seulement les arts et les lettres, mais aussi les modes de vie, les façons de vivre ensemble, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances » (UNESCO, 2001). En 2009, afin de garantir un cadre au-delà des termes économiques pour inclure les impacts sociaux ¹ afin d'aider à définir la

¹ Pour en savoir plus sur le sujet des cadres d'impact civique des arts: [Civic Impact Frameworks Study Date](#) par Christina Loewen, [Opera.ca](#)

politique culturelle, l'UNESCO a développé [le Cadre de l'UNESCO pour les statistiques culturelles de 2009](#) (CSC).

La politique culturelle est définie par la législation et administrée par des organismes de réglementation et des institutions de financement. Avant que la pandémie de la COVID-19 ne frappe, trois textes de loi fédéraux étaient sur la table au Canada : [la loi sur le droit d'auteur](#), [la loi sur les télécommunications](#) et [la loi sur la radiodiffusion](#). Aucune d'entre elles, a souligné Loc Dao dans notre discussion, n'inclut le mot "internet", et toutes trois sont étroitement liées à plusieurs autres textes de loi culturels connexes. Loc suggère que « plutôt que d'affiner la législation existante, nous devrions élaborer un seul texte législatif complet. » Une approche plus flexible et plus globale pouvant s'adapter et garantir la durabilité et l'agilité dans un monde en mutation rapide, des plateformes de streaming mondiales, des défis transfrontaliers en matière de propriété intellectuelle (PI), et plus encore. La collaboration avec d'autres juridictions, et éventuellement avec le soutien d'organismes internationaux comme l'UNESCO ou [la FICAAC](#), peut accroître le pouvoir de négociation des gouvernements dans la protection des droits des artistes et des producteurs.

Il est probable qu'avec la pandémie, l'examen de ces textes législatifs sera retardé. Or, entre-temps, nous avons ici une autre occasion : celle de réinventer et de créer collectivement un autre cadre législatif, réglementaire et institutionnel plus inclusif et plus réactif.

Au-delà des structures législatives et réglementaires, l'expression culturelle est, comme l'a souligné Niigaanwewidam, une déclaration de résistance, d'existence et d'expérience humaine. La créativité n'est pas le seul domaine du secteur des arts et de la culture. Il est dangereux de cloisonner les arts et la culture. Dans toutes les disciplines de la pensée, la créativité est au centre de l'observation, de la perception, de l'expérimentation et du bien-être humain. L'expression créative individuelle et les droits de l'homme sont inextricablement liés. Elle est un rempart contre l'oppression, un phare d'espoir dans les périodes sombres, un vecteur de compréhension mutuelle entre des peuples divers. C'est une particule et une onde. C'est un miroir dans lequel se reflètent la beauté sublime et le défaut fatal. Pourquoi et comment, en tant que pays, continuerons-nous à la financer ? Sommes-nous prêts à nous engager plus fermement sur une base plus large ?

Du transactionnel au relationnel

Fondamentalement, qu'est-ce que nous interrogeons lorsque nous envisageons la nécessité d'un changement des systèmes dans le secteur des arts et de la culture ? Le paradigme de l'organisme de financement indépendant que nous connaissons au Canada a commencé en Grande-Bretagne en réponse à un vecteur de changement mondial : la Deuxième Guerre mondiale. L'Allemagne nazie était extrêmement sophistiquée pour faire plier efficacement le monde universitaire, le journalisme, l'art et le design à ses objectifs de propagande, en obtenant un soutien populaire. Dans [la Grande-Bretagne de l'après-guerre, un effort conscient a été fait pour isoler la création d'idées et l'expression créative individuelle de l'interférence politique](#). Cette motivation a été au cœur de la création d'organismes de financements indépendants pour la recherche en sciences sociales, en sciences, en médias et en arts : tout cela pour assurer la santé continue de la démocratie, qui dépend d'un débat et d'un échange sains.

Les colonies britanniques ont suivi le mouvement. Le *Canadian Broadcasting System* ([CBC](#) / Radio Canada) a ainsi été créé pour assurer un reportage équilibré ; l'Office national du film ([ONF](#)) et [Téléfilm](#) pour produire des films canadiens. Des organismes de réglementation comme le CRTC ont été créés. [La Commission Massey-Levesque](#) (1949-51) a conduit à la création du [Conseil des Arts du Canada](#)². Des conseils des arts indépendants similaires ont été créés aux niveaux provincial et municipal. Les jurys de pairs sont devenus le dispositif démocratique par lequel ceux qui ont une expertise et des connaissances professionnelles dans le domaine prennent des décisions sur ce qui est financé. « L'artiste professionnel » a donc été défini dans ce cadre, et avec lui, un concept d'excellence et d'expertise - enraciné dans des notions eurocentriques, et excluant donc délibérément une grande diversité de production culturelle en dehors de ces enchâssements institutionnels.

Des décennies plus tard, nous devons nous questionner : avons-nous besoin de la même législation, des mêmes cadres de financement, des mêmes institutions et des mêmes organismes de réglementation ? Lorsque nous dressons la carte du

² Pour en savoir plus au sujet de la Commission Massey-Levesque depuis les archives de *Mass Culture* : [MC Minds Video with Senator Patricia Bovey \(2019\)](#), [MC Digital Gathering on the Massey Commission: 70 Years Later \(2019\)](#), [MC Minds Podcast with Zainub Verjee & Narendra Pachkédé \(2018\)](#)

financement, qu'est-ce qui doit changer dans la manière dont ce dernier est acheminé ? Lindsay Fischer, militante des arts pour les personnes handicapées, s'interroge sur le concept « d'expert » :

« Qu'est-ce que nous voulons interroger ? Pour moi, c'est le concept de l'expert. L'argent et le pouvoir viennent avec l'expertise. Comment faire en sorte que les secteurs vulnérables ne soient pas à la merci de cette industrie monnayable ? »
(Lindsay Fisher, juillet 2020)

Aujourd'hui, nombre de ces grandes institutions créées dans ce cadre de financement sont des bastions de la suprématie blanche au niveau du conseil d'administration, du personnel et de la production artistique. Ces institutions ont obtenu un mélange de soutien public et privé basé sur un modèle d'exclusion de ce qui est excellent ; un modèle qui ignore souvent le fait que diverses cultures autochtones existaient ici avant la colonisation, et que les vagues d'immigration successives ont changé de façon spectaculaire le portrait démographique des grands centres urbains. Cette réalité pluraliste a, le plus souvent, été insuffisamment reflétée dans les galeries et les espaces de diffusion.

La représentation de la réalité canadienne plurale est nécessaire à tous les niveaux de nos systèmes, car c'est par l'échange de connaissances et la création collective que nous acquérons une compréhension et un respect mutuels, et que nous modifions ainsi notre façon de travailler. Le paradigme doit changer et devenir plus relationnel, car « La durabilité est une question de relations et de collaborations fondées sur la confiance et le respect ; un terrain d'entente. »
(Lindsay Fisher, juillet 2020)

L'idée d'éloigner la production intellectuelle et créative du pouvoir politique a du mérite. Mais partout où il y a du pouvoir, il est raisonnable de supposer que des abus de pouvoir s'ensuivront. L'impulsion de placer la prise de décision dans un cadre plus démocratique, axé sur les pairs, a été motivée par un instinct similaire pour isoler les humains de ses pires traits de caractère. L'obligation de rendre compte et la transparence de l'utilisation des fonds publics par le biais de cadres de gouvernance et d'établissement de rapports ont également du mérite. Mais le diable est dans les détails : où les ressources collectives circulent-elles et où manquent-elles – et comment cela renforce-t-il involontairement et inévitablement les structures de pouvoir existantes ? Les valeurs et hypothèses sous-jacentes ancrées dans les fondements des systèmes (quoi) ;

qui est inclus et exclu ; la complexité transactionnelle des systèmes en place sert et renforce souvent ceux qui détiennent déjà le pouvoir et le contrôle (comment) ; et où les décisions sont prises (à des tables dans les institutions où ceux qui adhèrent et reflètent les notions tenues sur ce qui est « excellent » choisissent qui siège dans les jurys).

Au-delà des structures de financement, à la base, les artistes – qu'ils soient considérés comme « professionnels » ou non – luttent toujours pour gagner un salaire de subsistance grâce à leur création. Des tentatives ont été faites, par le biais de [la législation sur le statut de l'artiste](#) aux niveaux fédéral et provincial, pour assurer un filet de sécurité sociale adéquat aux travailleurs atypiques. Mais ces textes de loi manquent de mordant. Ces lois sont inapplicables sans modifications substantielles du code fiscal et du Code du travail.

Le filet de sécurité sociale mis en place après la Seconde Guerre mondiale supposait qu'un seul pourvoyeur travaille pour un seul employeur et bénéficie d'une pension complète. [L'Enquête sur la population active](#) et [le Recensement](#) n'ont pas réussi à compter correctement le nombre d'artistes ni à quantifier la contribution du secteur culturel, car la plupart des artistes déclarent un emploi qui leur rapporte un salaire comme revenu principal, par opposition à leur pratique artistique professionnelle, qui peut ne pas suffire à elle seule pour subsister. Le secteur de la culture est principalement composé de travailleurs ayant un profil de [travail atypique](#) - le même profil que celui qui émerge dans l'économie du spectacle avec le secteur des technologies de l'information, et de ce fait, dans tous les secteurs. Notre domaine possède une expertise dans l'identification et l'articulation des modifications nécessaires au filet de sécurité sociale pour soutenir les travailleurs de l'économie du spectacle, et qui méritent ainsi d'être à la table des discussions officielles sur [l'avenir du travail](#). La transformation numérique accélère la transition d'une grande partie de la main-d'œuvre traditionnelle vers le travail indépendant, le travail autonome et les profils de travail atypique où une personne occupe plusieurs emplois.

Il est maintenant urgent de mettre en place [des systèmes de protections sociales qui s'arriment avec L'avenir du travail](#). Pendant la COVID, le Revenu de base universel, autrefois considéré comme une expérience marginale, offre des bases solides en tant que solution potentielle pouvant soutenir toute l'économie du spectacle et les travailleurs atypiques, y compris les créatifs et les artistes :

« Si le gouvernement fait un pas de plus et intervient socialement dans un spectre plus large, en offrant le revenu de base par exemple, les artistes auront alors droit au même soutien que les autres. Ce qui assure un environnement durable, que nous soyons des artistes professionnels ou non. Il y a là des preuves qui pourraient vraiment être [utilisées à des fins intéressantes](#). » (Mary Elizabeth Luka, juillet 2020)

Avant le COVID, plusieurs volets de financement dans le secteur culturel canadien étaient axés sur la stratégie numérique et [l'exportation culturelle](#). L'intention était de créer de nouveaux marchés et d'équiper le secteur de la culture pour qu'il puisse attirer les publics et les marchés dans l'espace numérique. En examinant ces stratégies, même s'il vaut mieux prendre des mesures que de n'en prendre aucune, Mark Campbell souligne que le Canada était en retard au rendez-vous :

« L'urgence était pertinente en 2010. Elle est désormais dépassée. Il fut un temps où les géants des médias multiplateformes contrôlaient tout sur internet (2008-09), mais déjà il était trop tard pour que le Canada envisage d'exporter sa culture ou même de se prêter au jeu. Par ailleurs, la stratégie et la technologie numériques sont liées au niveau de précarité dans lequel les arts sont détenus par les agences gouvernementales. » (Mark V. Campbell, juillet 2020)

Bien qu'il y ait eu quelques avancées, comme la « rédaction de la stratégie numérique de [L'ONE](#) en 2009 et son exécution en 2010 » (Loc Dao, juillet 2020), si ces interventions avaient eu lieu plus tôt ou avaient été plus généralisées, le secteur artistique aurait peut-être été un peu plus préparé et un peu plus résilient. En revanche, le principal facteur a été l'absence d'une approche cohésive de collaboration nationale et internationale dans le secteur des arts pour ainsi assurer la découverte, la protection de la propriété intellectuelle, la traçabilité et un cadre permettant et garantissant la rémunération des produits culturels sur les plateformes de diffusion en continu. Il s'agit là d'une question qui exige une coopération internationale entre les organismes culturels nationaux ; il ne s'agit pas d'une question que des organisations ou des artistes individuels peuvent prendre en charge seuls ou à petite échelle.

D'autre part, il y a l'infrastructure numérique elle-même. Le manque d'infrastructure numérique à l'échelle nationale vient aggraver les déséquilibres régionaux déjà existants dans le financement des arts. Le résultat : un accès inégal non seulement à la production culturelle et à un moyen de distribution culturelle, mais, pendant la COVID,

une bande passante convenable a été le seul point d'accès à l'éducation, à la santé, aux services gouvernementaux essentiels et au commerce. La fracture numérique est un gouffre béant, et elle affecte les populations rurales, nordiques et autochtones plus que le reste du Canada. L'infrastructure numérique est désormais un service essentiel, et beaucoup n'ont pas l'accès dont ils ont besoin. La même infrastructure est nécessaire pour réduire les besoins en matière de transports aériens à forte intensité de carbone... et nous voilà de retour à la croisée des chemins avec l'environnement.

Conclusion

« La durabilité est un concept ancré dans des notions très politiques telles que l'émancipation et la résilience. Le secteur des arts et de la culture a remis en question l'hypothèse selon laquelle le changement affecte tout le monde de la même manière. L'investissement ciblant les travailleurs du secteur artistique est positif, mais insuffisant. Nous avons besoin de plus de politiques garantissant l'égalité et reposant sur une approche décoloniale, et nous devons favoriser l'émancipation et l'autonomie des communautés d'artistes. Nous devons nous éloigner du financement de projets à court terme et donner réellement aux communautés vulnérables les ressources nécessaires pour construire des communautés et des pratiques durables. Il est important de reconnaître que la discrimination systémique existe au Canada, et que nous avons besoin de politiques garantissant l'égalité. Ce qui passe par des lois, des directives de financement, des politiques organisationnelles, des politiques gouvernementales, etc. » (Laurence Dubuc)

Le droit de faire de l'art est une chose. Le droit de pouvoir gagner sa vie en tant qu'artiste en est une autre. La durabilité des arts signifie différentes choses pour différentes personnes - et toute la diversité du potentiel créatif mérite d'être soutenue.

En 2016, le Forum économique mondial a identifié la pensée critique, la créativité, la résolution de problèmes, la collaboration et la résilience comme des compétences très demandées par les chefs d'entreprise dans son rapport sur [L'avenir du travail](#). Une fois de plus, le secteur des arts et de la culture est l'endroit vers lequel se tourner ; ce sont des domaines d'expertise à la base de la plupart des programmes de beaux-arts et de design. Inclure ce secteur à la table des discussions sur l'avenir du travail apparaît comme un élément essentiel pour garantir une conception inclusive, le bien-être et la



résilience socio-économique à long terme dans un contexte en rapide évolution. Le secteur des arts abrite tous ces ensembles de compétences.

Même la démocratie pourrait être redynamisée grâce à une conception collective inclusive, intersectionnelle et créative et à une amélioration continue. Le Canada a annoncé des plans pour un gouvernement numérique. La transformation numérique du gouvernement ([Government as a Platform](#)) a déjà été réalisée au Danemark et en Estonie. Avec une couche de données commune à sa base permettant la triangulation des données recueillies par les ministères et les administrations, la prise de décision éclairée recèle un potentiel de transformation. Ajouter une fenêtre pour l'engagement civique direct afin de fournir un retour d'information sur des prototypes de solutions rapides pour des problèmes pernecieux ainsi que des résultats injustes de services et politique. Le secteur des arts possède de nombreuses compétences que le Forum économique mondial a identifiées comme essentielles pour une approche intersectionnelle du prototypage de notre avenir.

Les défis auxquels sont confrontés les travailleurs atypiques du secteur des arts et de la culture seront bientôt ceux de tous les secteurs. Le prototypage continu de solutions pour ce secteur pourrait bien aider à résoudre des défis parallèles à l'échelle nationale et internationale dans d'autres secteurs. Une chose est sûre : si le secteur des arts et de la culture adopte des approches intersectionnelles pour remodeler ses organismes législatifs, de réglementation et institutionnels, nous paverons la voie pour une telle transformation dans d'autres secteurs.